

Réalités économiques de la Confédération, par JUDITH MAXWELL et CAROLINE PESTIAU. — INSTITUT DE RECHERCHE C.D. HOWE, Collection « Accent Québec », 1980, 149 p.

Volume 56, numéro 4, octobre–décembre 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600950ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600950ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1980). Compte rendu de [*Réalités économiques de la Confédération*, par JUDITH MAXWELL et CAROLINE PESTIAU. — INSTITUT DE RECHERCHE C.D. HOWE, Collection « Accent Québec », 1980, 149 p.] *L'Actualité économique*, 56(4), 618–618. <https://doi.org/10.7202/600950ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

LES LIVRES

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Réalités économiques de la Confédération, par JUDITH MAXWELL et CAROLINE PESTIAU. — INSTITUT DE RECHERCHE C.D. HOWE, Collection « Accent Québec », 1980, 149 pages.

Il s'agit du quatorzième et dernier titre d'une série d'études sur les relations entre le Québec et le Canada. Les treize premières études ont porté sur des aspects précis de ces relations (politique, linguistique, énergie, impôts, rôle de Montréal, voie maritime du Saint-Laurent...). La présente étude s'inscrit dans une perspective plus large. Elle vise à décrire les forces qui ont placé le sujet des relations entre le Québec et le Canada au premier rang des préoccupations de la politique canadienne. Elle vise aussi à faire le point sur la question des négociations entre le Canada et le Québec. L'ouvrage se divise en trois parties. La première examine la version actuelle de la Fédération canadienne ainsi que d'autres dispositions politiques et économiques telles la Souveraineté Association. La deuxième partie analyse trois aspects de la politique économique actuelle au point de vue des dix provinces et du Québec. Elle souligne les forces et les faiblesses des mesures régionales de stabilisation ainsi que des programmes de développement économique. La troisième partie traite de la direction dans laquelle devraient s'amorcer des négociations.